

Le dialogue public-privé régional: la coopération Commission de l'océan Indien -Union des
Chambres de Commerce et de l'Industrie des îles de l'océan Indien

Le 8ème Forum Economique des Iles de l'océan Indien

*Parc des expositions et congrès, Saint Denis,
La Réunion, les 28-30 novembre 2012*

**Discours de M. Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la
Commission de l'océan Indien**

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de La Réunion

Monsieur le Président de l'Union de Chambre de Commerce et de l'Industrie des îles de
l'océan Indien

Madame la Ministre du Commerce de Madagascar

Madame la député

Monsieur l'Ambassadeur à la Coopération régionale dans la zone océan Indien qui vient
d'arriver,

Monsieur le Vice-Président de la Région Réunion

Monsieur le Vice-Président du Conseil Général de La Réunion

Monsieur le représentant du Préfet de la Région Réunion

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord remercier l'Union des Chambres de Commerce et de l'industrie qui, une
fois de plus, et à notre grande satisfaction, associe la Commission de l'océan Indien (COI) à
cet important forum économique, événement annuel du plus haut intérêt pour toute
l'indianocéanie.

J'ai suivi vos travaux avec intérêt depuis plusieurs années et je suis heureux de participer
personnellement pour la première fois à cet exercice.

Le grand nombre d'acteurs clés du secteur privé régional qui participe à ce forum autour du
thème central de la promotion et du renforcement de l'intégration régionale - qui est aussi
une priorité majeure de la COI, témoigne de la force montante de l'idée d'intégration y
compris ici à La Réunion.

Pour notre part, nous voyons là un cadre idéal non pas seulement d'échanges mais nous
voulons y trouver un moyen de créer les conditions propices à l'élaboration de projets précis
et concrets de promotion de l'activité économique et commerciale.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que la COI profitera de cette excellente plateforme pour
présenter notre projet en matière de sécurité alimentaire régionale. C'est un projet dont
l'intérêt pour les populations de l'Indianocéanie est manifeste mais il offre aussi aux
entrepreneurs un large éventail d'opportunités. Je ne connais pas, pour ma part, un autre
secteur où les complémentarités entre nos îles, où le partage d'expériences et d'expertises
est à ce point possible. Et de plus il est, véritablement, au cœur de nos objectifs communs

renforcement de l'intégration régionale. Nous aurons l'occasion de vous présenter les détails du projet lors de la session prévue sur l'industrie agro-alimentaire.

J'ai été encouragé à l'occasion de mes visites récentes à La Réunion, lors de mes discussions tant avec les acteurs publics que les opérateurs privés par le bouillonnement d'idées qui agite tous les milieux même quand elles expriment des positions parfois mesurées. Je sens bien la conviction de beaucoup de vos entrepreneurs: l'avenir de l'entreprise réunionnaise passe par une plus grande intégration à la Région et même au-delà. Et vous savez que vous avez des atouts. Mais je sais aussi que certains restent tiraillés par la peur d'être marginalisé et noyé dans un ensemble où à priori les conditions et les coûts de production ne sont pas à l'avantage de l'entreprise et de la main d'œuvre réunionnaises. Cette problématique née de la mondialisation n'est pas que réunionnaise. Et ceux qui s'en sortent sont ceux qui ont réussi à résister en développant des partenariats notamment, en allant chercher ailleurs les moyens qu'ils n'ont pas trouvés sur place. Quand cela c'est fait, nous savons que les réussites se sont inscrites dans des politiques de coopération régionale. Il ne serait pas raisonnable de penser qu'un petit pays pourrait demeurer durablement un îlot de prospérité dans un océan de misère et de sous-développement. C'est pourquoi la coopération régionale est un impératif commun.

Entendons-nous: la Commission de l'océan Indien ne voit pas le projet d'intégration économique dans le sud-ouest de l'océan Indien comme un fin en soi. Même regroupé, intégré, la région, par sa population, sa surface géographique son produit intérieur brut, la région reste extrêmement modeste. Nous concevons le raffermissement de relations entre nous comme un tremplin pour partir ensemble à la conquête d'un plus vaste monde. La bonne nouvelle est que ce monde existe. Il est à nos portes. L'Afrique australe et orientale et au seuil d'un développement majeur qui fait d'elle un nouveau marché pour nos produits, nos services et nos compétences. Il est probable qu'aucun pays parmi nous est en mesure seul de répondre à ces besoins. Je viens de constater un exemple récent. Les opérateurs mauriciens des technologies d'information et de communication, par exemple, déjà extrêmement actifs sur divers marchés, appellent à la création d'un grand marché régional des technologies d'information et de communication devant le constat que l'offre mauricienne se révélera à terme insuffisante.

C'est dire que la mission de la COI repose sur deux piliers: le développement de l'espace intra-COI et la promotion de cet espace dans d'autres marchés plus vastes, celui de l'Afrique, de l'Inde, de la Chine, de l'Australie et de l'Europe bien sûr.

Je constate avec intérêt que le programme du forum se situe dans cette perspective et que les thèmes retenus touchent aux politiques de l'intégration régionale liées aux questions de la sécurité alimentaire, de la connectivité régionale, du tourisme. Ces thèmes sont au cœur des préoccupations de la COI. Je ne peux donc que me réjouir de cette bonne mobilisation du secteur privé de la région autour de ces questions cruciales.

Mesdames et messieurs,

La COI, de son côté cherche à remplir au mieux son rôle de facilitateur. Nous avons organisé une conférence régionale sur le transport maritime en septembre dernier à Maurice. Nous avons désormais une feuille de route qui sera validée par le prochain conseil des ministres en janvier aux Seychelles et il nous faut maintenant une mobilisation des acteurs du privé autour du projet qui a été une des priorités de l'UCCI/OI. Il vous intéressera de savoir que deux de nos Etats membres ont déjà indiqués leur volonté de s'engager.

Nous avons aussi organisé le mois dernier ici même une conférence ministérielle sur le tourisme. Nous avons là encore une feuille de route. La question est à l'ordre du jour du forum. Je souhaite y voir encore une vraie mobilisation des acteurs concernés.

Nous organisons à Madagascar une Table Ronde des investisseurs de la région sur la question de la sécurité alimentaire en collaboration avec la Fédération de Chambres de commerce et de l'industrie de Madagascar et avec bien sûr l'UCCIOT et d'autres partenaires.

Nous organisons au début de l'année prochaine un atelier sur l'accès aérien.

Nous travaillons sur un projet qui pourrait devenir le principal vecteur de la coopération régionale: la mise en place d'une télévision régionale.

Je voudrais conclure par une proposition. Peut-être, après pratiquement une décennie de discussions d'échanges d'études, est-il temps de passer à une nouvelle étape. Il nous manque, à mon avis, un forum régional public-privé qui pourrait constituer une instance de propositions aux Etats sur toutes les questions liées à la coopération régionale, les barrières tarifaires et non-tarifaires, les politiques commerciales, l'investissement et de sa sécurisation l'arbitrage commercial. Ce Conseil de coordination de l'intégration régionale le CCIR pourrait devenir un puissant instrument de promotion de 'espace l'économique et commercialde l'indianocéanie.

Je termine en renouvelant mes remerciementsau président de la CCI Réunion et les autorités françaises pour avoir facilité la participation dela COIà ce forum. Je serais à l'écoute de vos conclusions et recommandations.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie.